

**ARRETÉ PREFECTORAL
portant mise en demeure**

**Usine d'incinération d'ordures ménagères
SMITOM de Tarentaise
Commune de Valezan**

LE PREFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le codé de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2012 portant autorisation d'exploiter une usine d'incinération d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de Valezan par le SMITOM de Tarentaise, et notamment son article 3 - § 7.7.2 et 7.7.3 et l'annexe 3 – d, relatifs aux valeurs limites à respecter en dioxines – furannes dans les rejets atmosphériques, en concentration et en flux ;

VU les résultats de mesure des dioxines – furannes en semi-continu des périodes n°33 (du 22 mai au 19 juin 2015), 34 (du 19 juin au 17 juillet 2015), et 35 (du 17 juillet au 14 août 2015), transmises par l'exploitant par courriers électroniques du 7 et du 11 septembre 2015 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 11 septembre 2015 ;

CONSIDERANT que les articles susvisés de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré à l'exploitant imposent des valeurs limites de rejet aux effluents atmosphériques produits par l'incinération des déchets, après traitement (ajout de réactifs et filtration), et notamment pour les dioxines et furannes une valeur limite de 0,1 ng I-TEQ /Nm³ en concentration et une valeur limite de 42.10⁻⁶ g I-TEQ /j en flux ;

CONSIDERANT que les résultats susmentionnés transmis par l'exploitant mettent en évidence le non-respect prolongé de ces valeurs limites ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1^{er}

Le SMITOM de Tarentaise, sis 252 Grande rue - BP 16 - 73 212 AIME cedex, exploitant de l'usine d'incinération de déchets non dangereux de Valezan, est mis en demeure de respecter, dans un délai d'un mois, les valeurs limites de rejet des effluents atmosphériques fixées par l'article 3 - § 7.7.2 et 7.7.3 et l'annexe 3 – d de l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2012. L'exploitant prend toute disposition utile pour assurer de manière pérenne la conformité des rejets.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 4

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le maire de Valezan.

Chambéry, le 23 SEP. 2015

Le Préfet
Pour le Préfet
La secrétaire générale


Juliette TRIGNAT